

IRLANDE

Si des progrès notables ont été accomplis vers la résolution des crises financière et bancaire, la croissance économique devrait rester faible, mais positive, ces deux prochaines années. Compte tenu de la fragilité économique des pays européens, principaux débouchés, par destination, des exportations irlandaises, il sera difficile de neutraliser les effets négatifs de l'assainissement budgétaire en cours, du désendettement des ménages, de l'accès limité au crédit et de la morosité ambiante. Dans un contexte de croissance faible, un net recul du chômage, qui se situe à un niveau actuellement élevé, est peu probable. L'inflation restera basse en raison de l'abondance des capacités non utilisées.

Les efforts constants déployés jusqu'à présent pour résorber les déséquilibres budgétaires ont déjà porté leurs fruits et permis à l'Irlande d'accéder de nouveau aux marchés des obligations souveraines. Le gouvernement devrait continuer à mettre en œuvre son programme budgétaire à moyen terme et freiner l'accroissement de la dette publique, même si les stabilisateurs automatiques devraient pouvoir jouer librement sans remettre en cause l'amélioration structurelle prévue. Une recapitalisation rétroactive européenne des banques irlandaises réduirait le coût du remboursement de la dette souveraine contractée pour venir en aide aux établissements bancaires.

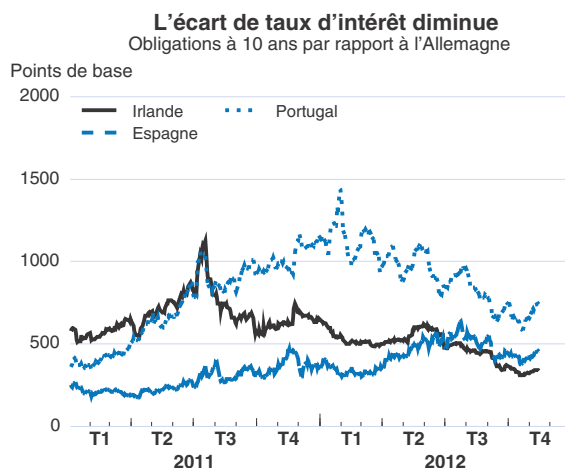
Une lente reprise est en cours

L'Irlande a renoué avec la croissance, mais des risques subsistent. La faiblesse de l'économie européenne risque de freiner encore davantage le principal moteur du redressement de l'activité dans le pays, à savoir les exportations, et de retarder une amélioration de la confiance. Cela étant, compte tenu de la croissance vigoureuse des exportations à ce jour et de la modération de la demande intérieure, la balance des opérations courantes est devenue excédentaire, tandis que l'inflation sous-jacente n'est que de 0,5 % environ et que le taux de chômage reste stable mais élevé, aux alentours de 15 %.

L'Irlande fait figure de bon élève

Le gouvernement est en passe d'atteindre ses objectifs d'assainissement budgétaire en 2012, grâce à des progrès constants en

Irlande



Source : Banque centrale de l'Irlande et Datastream.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932746332>

Irlande : Demande, production et prix

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Prix courants milliards d'€	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	161.3	-0.8	1.4	0.5	1.3	2.2
Consommation privée	79.4	0.6	-2.3	-2.1	-0.6	0.2
Consommation publique	33.0	-4.6	-4.3	-4.1	-3.1	-3.6
Formation brute de capital fixe	25.5	-22.7	-12.7	-7.7	-8.1	5.4
Demande intérieure finale	137.9	-5.0	-4.3	-3.4	-1.8	-0.1
Variation des stocks ¹	-2.6	0.7	0.4	-0.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	135.2	-4.3	-3.7	-3.8	-2.0	-0.1
Exportations de biens et services	146.5	6.2	5.0	3.3	3.3	5.8
Importations de biens et services	120.4	3.6	-0.3	-0.3	0.9	4.9
Exportations nettes ¹	26.1	2.9	5.4	3.7	2.8	2.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-2.2	0.2	1.8	0.3	0.6
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	-1.6	1.2	2.0	1.3	0.7
Déflateur de la consommation privée	—	-2.1	1.4	1.7	0.9	0.8
Taux de chômage	—	13.6	14.5	14.8	14.7	14.6
Solde de l'administration publique ^{2,3}	—	-30.9	-13.3	-8.1	-7.5	-5.3
Dette brute des administrations publiques ²	—	98.1	112.2	123.2	127.7	127.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	—	92.1	106.4	117.3	121.9	122.0
Balance des opérations courantes ²	—	1.1	1.1	4.0	5.2	6.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

3. Le déficit inclut l'effet des mesures ponctuelles de recapitalisations dans le secteur bancaire.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932747833>

matière de réduction du déficit budgétaire et à des recettes fiscales supérieures aux objectifs. Ces progrès ont été récompensés par une baisse marquée des écarts de taux d'intérêt. Les améliorations structurelles prévues de la situation des finances publiques en 2013 et 2014 doivent être mises en œuvre. Toutefois, si la croissance s'avérait moins forte que prévu, l'amélioration du solde budgétaire de base devrait pouvoir intervenir à un rythme moins soutenu. La réduction des coûts de main-d'œuvre absolus et relatifs et d'autres coûts a permis de rétablir la compétitivité de l'économie. Grâce aussi à une recapitalisation opportune du secteur bancaire, l'Irlande est sur le point de résorber les principaux déséquilibres qui s'étaient accumulés avant la crise.

L'offre de crédit pose problème

L'offre de crédit, qui a considérablement diminué depuis le début de la crise bancaire, est aujourd'hui beaucoup trop limitée. Les créances improductives représentent toujours environ 21 % du total des prêts et avances, même si les banques ont constitué d'importantes provisions à titre de protection, alors que 50 % des détenteurs de prêts hypothécaires ont un patrimoine négatif. Dans ces conditions, les établissements de crédit rechignent à prêter, ce qui entrave la reprise, notamment des PME. Il ressort par ailleurs des enquêtes sur les prêts bancaires que l'accès au crédit était deux-tiers plus difficile en 2011 qu'en 2009, et que l'Irlande est

le pays européen qui applique les critères de crédit les plus stricts aux petites entreprises, juste derrière la Grèce.

Une reprise modérée est attendue

Compte tenu du ralentissement de l'économie mondiale, notamment européenne, de l'assainissement budgétaire en cours et du caractère restrictif des conditions de crédit, la reprise ne devrait être que modérée. La croissance du PIB devrait progressivement s'accélérer pour atteindre 1.3 % en 2013 et 2.2 % en 2014. La progression de l'emploi restera donc probablement peu soutenue et le taux de chômage élevé. L'inflation restera modérée.

Des risques subsistent mais l'Irlande a tous les atouts pour se redresser

L'intensification de la crise dans la zone euro demeure un risque préoccupant. En revanche, l'Irlande a des atouts pour tirer parti d'un retournement du climat en Europe et dans le monde. Deux facteurs pourraient contribuer à des perspectives plus positives : une résolution continue de la crise dans la zone euro, notamment l'activation de mécanismes d'allègement de la dette à l'échelle européenne ; et la réduction du service de la dette de l'État découlant d'une recapitalisation rétroactive des banques irlandaises par le Mécanisme Européen de Stabilité.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Irlande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-22-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.